

La nouvelle feuille de route de la gauche

Par Zaki Laïdi*

(*Le Monde*, 6 avril 2004)

Il n'y a guère de doute sur l'ampleur du séisme politique que vient de connaître la droite. Et il y en a encore moins sur l'ampleur de ses responsabilités dans son échec. Mettre ce dernier sur le compte de l'humeur versatile d'un peuple frondeur et zappeur est bien la dernière chose à faire.

Cette nouvelle donne, dont on voit mal par quel miracle elle pourrait être inversée d'ici aux prochaines élections européennes, libère ainsi mécaniquement un espace politique pour la gauche qu'il lui faut désormais occuper et investir en vue d'une éventuelle alternative. Encore lui faut-il tirer les véritables enseignements de ce scrutin pour ne pas retomber dans la terrible séquence qui la fit démarrer en fanfare en 1997 pour se retrouver effondrée le 21 avril 2002.

La première conséquence du scrutin est de la libérer du cauchemar du 21 avril et de l'hypothèque du retour politique de Lionel Jospin. Toute question personnelle mise à part, ce retour eût été pour le moins étrange. On ne refonde pas une stratégie nouvelle sur la nostalgie d'un traumatisme. La seconde tient au blocage de l'influence de l'extrême gauche, dont la stratégie d'intimidation a consisté à affaiblir systématiquement la gauche et à la culpabiliser. En développant la thèse du vote utile, la gauche a non seulement réussi à marginaliser l'extrême gauche mais à empocher deux gains collatéraux : l'échec flagrant de l'alliance LO-LCR et l'affaiblissement de l'aile antiréformiste du PS, qui aurait profité d'un nouvel échec pour exiger un rituel et funeste coup de barre à gauche.

L'enjeu donc, pour la gauche, et pour le PS en particulier, est de tirer profit de ce succès pour consolider le noyau central réformiste en montrant non seulement que l'on peut être et doit être réformiste tout en s'identifiant à la gauche, mais qu'être de gauche, c'est bel et bien être réformiste.

Pour cela, il faut réellement procéder à une analyse politique fine de ce qui vient de se passer. Deux thèses sont en concurrence. La première consiste à dire que ce gouvernement réformiste s'est heurté à l'opposition des conservateurs de gauche car il visait à rompre l'équilibre entre la France protégée et la France exposée. La seconde, venue de la gauche classique, veut expliquer l'échec de la droite par son caractère ultralibéral. Or la première est irrecevable et la seconde trop sommaire.

Vouloir expliquer l'ampleur du désastre par l'opposition aux réformes revient à faire litière des choix sociaux ségrégés du gouvernement Raffarin et de son insensibilité politique aux conséquences sociales des choix réformistes dans un contexte de ralentissement économique fort. Car si l'on doit faire des réformes, on ne peut pas les mener de la même manière, et avec les mêmes instruments, quand la conjoncture est bonne que quand elle l'est moins. L'égalité devant les réformes n'a aucun sens si les sacrifices exigés ne sont pas équitablement répartis. Or non seulement les sacrifices ne sont jamais naturellement répartis, mais cette répartition est encore plus naturellement inégale en période de basses eaux économiques.

D'où la nécessité d'indissocier réformisme et équité. On ne peut pas poser comme impératif catégorique de la politique économique la baisse des impôts - qui profite à trop peu de

contribuables - tout en trouvant une contrepartie budgétaire à cette baisse dans une réduction hautement symbolique des minima sociaux ou des dispositifs d'aide aux chômeurs en fin de droits. De ce point de vue là, l'argument du prix payé par un gouvernement réformiste pour excès de réformisme est irrecevable. Si le gouvernement avait été réformiste, il aurait engagé une réforme fiscale qui aurait permis de taxer davantage l'épargne ou certaines formes d'épargne. Or, il ne l'a pas fait, parce que le fond de la politique de la droite reste un fond clientéliste, dont la philosophie est toujours de préserver ou de renforcer des niches fiscales, de flatter ses clientèles (buralistes, cafetiers), de préserver les intérêts des groupes sociaux privilégiés qui bénéficient outrageusement de la défiscalisation de l'épargne ou de l'assurance-vie.

Pourtant, si la thèse d'un gouvernement ultraréformiste ne tient pas la route, celle d'un gouvernement qui aurait fait bouger les lignes entre la France exposée et la France protégée ne tient pas davantage. L'une des mesures les plus catastrophiques prises par le gouvernement Raffarin aura été de limiter les bénéfices de l'allocation spécifique de solidarité (ASS) pour un "bénéfice" de 150 millions d'euros alors qu'au même moment, les exonérations pour les restaurateurs coûtaient à l'Etat 1,5 milliard d'euros. Qui est, dans cette affaire, le plus exposé ? Le chômeur en fin de droits ou le restaurateur ?

Par ailleurs, la fronde des chercheurs ne saurait être mise sur le compte d'un pur et simple corporatisme, même si, à l'évidence, la refonte des structures de la recherche héritées de la guerre et inspirées par un modèle ultra centralisé est aujourd'hui arrivée à bout de souffle. Là encore, ce n'est pas l'excès de réformes qui a prévalu, mais l'absence totale de projet de réforme. Il fallait proposer une réforme du CNRS en contrepartie d'engagements en matière de recherche et non geler les crédits pour conditionner les chercheurs à une future réforme ; de même qu'il fallait maintenir le projet sur l'autonomie universitaire plutôt que de le ranger lâchement dans les cartons ministériels au prétexte que les enseignants du secondaire étaient dans la rue.

Ce gouvernement n'est pas un gouvernement ultralibéral. C'est un gouvernement à ambition réformiste, mais à stratégie clientéliste. Sa volonté de réformes n'est pas en cause, mais le déficit de perspective qu'il voulait donner à ses réformes s'est révélé flagrant. Cet échec indique en contrepoint à la gauche ce qu'elle devrait préparer pour pouvoir agir en cas d'alternance.

Le point le plus fondamental est que le réformisme compris au sens de la transformation permanente des formes d'organisation de la vie sociale et des droits et devoirs qui s'y rattachent n'a aucune chance de s'imposer s'il ne s'accompagne pas d'une offre équivalente de perspectives comprise au sens d'une garantie d'équité dans les sacrifices, d'amélioration des services rendus, d'association accrue des acteurs aux décisions prises et de réduction des inégalités.

Or, dans la réforme de l'assurance-maladie qui se prépare, c'est la combinaison de ces quatre facteurs qui est la clé du succès. Si la finalité de la réforme n'est que la réduction du déficit sur la base du déremboursement, le projet ne pourra qu'accroître les trois défaillances majeures du système : inégalités de prise en charge, inégalités régionales, faible implication des citoyens dans la gouvernance de l'assurance-maladie.

En réalité, l'échec politique du gouvernement Raffarin met en évidence la seule différence historique qui continue à séparer la gauche de la droite. La droite voit dans la liberté la source

fondamentale de l'égalité, sans réellement réfléchir au contenu concret de l'égalité, alors que la gauche est plutôt tentée d'insister sur le lien indissociable entre liberté et égalité. La droite, par exemple, a axé sa politique de l'emploi sur la seule réduction des entraves réglementaires et fiscales auxquelles sont soumises les entreprises. Car, pour elle, la liberté crée spontanément les conditions de l'égalité. Mais sa vision de l'égalité est restée abstraite ou secondaire, comme en témoigne son abandon des emplois aidés. Certes, les emplois de marché sont préférables aux emplois aidés. Mais encore faut-il que le marché libéré de ses entraves puisse créer suffisamment d'emplois.

Prisonnière d'un raisonnement trop général et en définitive trop idéologique, elle a sous-estimé ce qui avait été la seule véritable originalité de la politique Jospin : l'utilisation de l'arme contra-cyclique par la puissance publique. Si la droite ne l'a pas utilisée, ce n'est pas parce qu'elle n'y a pas pensé, mais parce que cette arme ne lui semblait pas cohérente avec son profilage libéral.

Renoncer aux emplois aidés quand la conjoncture ralentit a conduit de fait à un solde négatif de création d'emplois pour la première fois depuis 1993. On a bien là la preuve qu'il ne suffit pas de libérer le marché pour créer les conditions d'égalité d'accès à l'emploi. L'angle mort de la philosophie libérale réside toujours dans son extrême réticence à penser l'inégalité produite par le marché, de même que la faiblesse idéologique de la gauche a résidé dans sa sous-estimation des avantages du marché.

De l'échec de la droite, la gauche doit intelligemment tirer profit pour accélérer sa modernisation.

La première leçon, qui est de nature politique, consiste à dire que la priorité est de fonder un ordre social nouveau, où la réforme apparaîtrait comme un espace de conquête et non comme un espace de contraintes. Tout se jouera politiquement sur cette mutation. La réforme comme contrainte est naturellement une dimension essentielle. Mais si elle est réduite à cela, elle provoquera le rejet. Il faut donc lui adjoindre des perspectives qui passent par l'implication des acteurs concernés dans les choix et la garantie de pouvoir contrôler leur traçabilité.

Mais, pour que ces contreparties soient réelles et non pas fictives, elles doivent être discutées avec les acteurs. Faute de quoi, la gauche renouera avec une tradition qui lui a historiquement coûté cher : définir d'en haut et de manière abstraite ce qui est bon pour le pays. Statu quo intenable, contreparties indispensables, tel devrait être le socle du réformisme de gauche. Nier l'importance du premier point, c'est identifier la gauche au conservatisme. Sous-estimer le second, c'est tomber dans les travers de la droite et dans l'indiscernabilité du clivage gauche-droite. Défaire ce que la droite a mal fait, continuer ce qu'elle a - rarement - bien fait, et faire ce qu'elle a oublié de faire, telle est la feuille de route d'une gauche décomplexée et modernisée.

***Zaki Laïdi** est chercheur au centre d'études et de recherches internationales (ceri).